

20 mars 2007 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Message de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la situation au Darfour soudanais et l'effort de la communauté internationale pour le respect des accords de paix, le 20 mars 2007.

Mesdames et messieurs,

cher amis,

C'est l'honneur et le devoir de la France de s'engager chaque fois que les valeurs universelles sont menacées, chaque fois que l'intolérable se produit. Vous incarnez cette vocation de vigilance et de fraternité. Je salue les responsables d'ONG, les citoyens et les intellectuels rassemblés ici pour le Darfour.

Ce soir, je suis avec vous par le cœur car ce combat est le nôtre. En 1995 déjà, je refusais qu'on se résigne à l'épuration ethnique en Bosnie. Et le sursaut de la France a permis que s'enclenche une logique de paix.

Au nom de cette idée de l'humanité, je me bats pour que cesse l'effroyable tragédie du Darfour. Le rapport de Mme Jody Williams établit l'évidence face à tous ceux qui voudraient la nier. Près de deux cents mille morts. Des millions de personnes chassées de leur foyer, persécutées, déplacées et réfugiées. Et combien de villages pillés, brûlés, dévastés ? La situation empire. La France exige que toutes les conséquences en soient tirées.

Dès 2004, elle a mobilisé ses moyens militaires pour que les réfugiés reçoivent secours et protection. Elle a mobilisé l'Union européenne. Elle a agi pour que le Conseil de sécurité sanctionne ceux qui violent les droits de l'Homme et pour qu'il saisisse la Cour pénale internationale.

Il est capital que les coupables des exactions sachent qu'il n'y aura pas d'impunité. Que le monde les tiendra responsables des crimes perpétrés contre leurs propres frères, d'un crime contre l'humanité.

Les Africains se sont engagés pour la paix au Darfour. Je salue leurs efforts et la détermination de l'Afrique à se battre pour la dignité humaine. Il faut l'appuyer.

Le Conseil de sécurité a décidé le déploiement d'une force qui va l'épauler, aider à la protection des réfugiés, au respect du droit et à la stabilisation de la région.

Une nouvelle fois, j'appelle le Gouvernement du Soudan, et tous les belligérants, à respecter les accords de paix. A juguler les milices qui sèment la terreur. A protéger les populations civiles. Aujourd'hui, alors que la situation humanitaire continue à empirer, je ressens comme vous le besoin d'un mouvement international plus puissant encore.

Nous ne pouvons pas rester silencieux devant une des grandes tragédies humanitaires de notre temps. Nous ne pouvons pas oublier les leçons des génocides et des crimes contre l'humanité du 20ème siècle, qui hantent nos consciences. Nous ne pouvons pas accepter que la mondialisation, ce soit des frontières ouvertes à tout, sauf à la justice et à la morale.

Il faut venir en aide aux populations et assumer cette responsabilité de protéger que l'ONU a consacrée en droit international, à la demande de la France. Il faut que les Soudanais entendent la voix de la communauté internationale.

La France ne relâchera pas son effort diplomatique, mais elle ne se satisfera pas de mots ! Je le dis solennellement : si les exactions se poursuivent, si la parole n'est pas respectée, le Conseil de sécurité n'aura pas d'autre choix que d'adopter des sanctions. Déjà, nous y travaillons. Et tout doit être fait pour que la force de l'ONU et de l'Union africaine puisse se déployer au Darfour.

Mesdames et messieurs,

Il en va du sort et de la vie de centaines de milliers de femmes, d'hommes et d'enfants.

Il en va de la stabilité de l'Afrique, un continent qui doit pouvoir consacrer toutes ses forces au développement !

Il en va de l'honneur de la communauté internationale qui ne peut pas rester inerte quand l'essentiel est en jeu.

Par votre action sur le terrain, et, ce soir, par votre mobilisation, vous exprimez cette conscience universelle qui doit se porter aux côtés des plus vulnérables au nom de la fraternité universelle dont nous sommes les héritiers et les défenseurs.

Je vous remercie.